

Nous voyons que les dépenses fixes à prendre à même le revenu se montent à tout près des deux tiers de l'ensemble et que nos dépenses ont été augmentées de quelque \$13,000,000. Bien plus, nous voici avec un déficit de cinq millions en sept mois, lequel va en toute probabilité être porté à huit millions avant la fin de l'année. Et cependant on nous dit dans ce discours que nous avons à féliciter le pays, sur sa condition financière, sur son progrès général et sur sa prospérité. Je soutiens que se sont là des faits qui indiquent une tension et une stagnation des affaires, qu'ils accusent un état des affaires déplorable; qu'ils veulent dire une grande perte de travail pour les patrons et un plus douloureux état de chose pour les ouvriers. Mais au point de vue politique la situation est encore pire. Si nous étions seuls sur ce continent, si ce continent nous appartenait virtuellement comme il appartenait virtuellement aux Américains, dans les premières années d'existence des États-Unis, ou si tout le continent nous appartenait comme l'Australie appartient aux Australiens, les erreurs du gouvernement auraient beaucoup moins d'importance et nous pourrions nourrir l'espoir de les réparer à loisir. Mais chacun de ceux qui m'écoutent sait que notre situation est bien différente, que nous avons à subir une concurrence acharnée, que nous avons une grande et riche voisine qui est en état d'offrir bien des attraits que nous ne pouvons présenter aux immigrants; que nous avons bénévolement détruit les avantages que nous avions et qui nous auraient permis, dans une grande mesure, de lutter contre ceux qu'offrent les États-Unis.

Sous le régime de l'honorable monsieur on sait très bien qu'en formant une confédération comme la nôtre, il était du devoir des hommes d'État aux soins de qui la confection en était remise, de mettre dans l'esprit de la population et des provinces formant cette confédération, qu'elles avaient pour devoir de compter seulement sur elles-mêmes. Comment ce devoir a-t-il été rempli? Nous savons qu'en ce moment il n'y a pas une seule province et qu'il y a à peine un comté qui n'a pas appris à s'adresser à Ottawa pour en obtenir des secours; elles ont appris à croire que le gouvernement fédéral possède un trésor inépuisable à même lequel on fait prendre toutes sortes de gratifications et de subsides pour le comté ou la province en échange de l'appui qu'il donne au gouvernement. Le résultat est une augmentation de treize millions à notre dépense et un déficit qu'on sait se monter déjà à cinq millions et qui va probablement s'élever à huit millions avant la fin de l'année. Je dis au premier ministre, comme je l'ai déjà dit à la Chambre, que du moment que cet état de choses se produit, le premier devoir de l'opposition est de faire connaître les faits au pays, et d'essayer par tous les moyens en son pouvoir de faire comprendre au peuple la façon dont ses deniers sont dissipés. Je dis ici, comme je l'ai dit ailleurs, et comme je vais le répéter, que la corruption qui règne actuellement serait une disgrâce pour n'importe quel pays civilisé; que la situation dans laquelle nous nous trouvons est de beaucoup plus mauvaise qu'aucune de celles qui se sont présentées dans la suite de l'histoire d'Angleterre, au moins depuis les jours de Walpole jusqu'à notre époque; et, à moins qu'il y soit promptement mis un terme, nous allons voir l'édifice de la Confédération, que nous désirons tous voir fermement consolidé, que nous désirons tous voir prospérer—tout autant de ce côté-ci que de l'autre—nous allons constater qu'elle repose sur une fausse base et que les déplorables enseignements que le premier ministre—dans la dernière partie de sa carrière au moins—a laissés à toutes les parties de la Confédération, vont sûrement amené sa dissolution.

M. WHITE (Cardwell). Je ne me propose pas de prolonger ce débat ni de suivre l'honorable député dans le discours qu'il vient de prononcer. Les questions dont il a parlé d'une façon incidente vont sans doute devenir le thème de la discussion qui va se faire aux différentes

Sir RICHARD CARTWRIGHT

époques de cette session, et nous aurons abondamment l'occasion de faire voir à la Chambre et au pays le peu de fondement de la conclusion du discours de l'honorable préopinant. Je me lève seulement pour signaler la façon peu loyale adoptée par lui pour citer un discours prononcé par l'honorable premier ministre à Toronto il y a quelque temps au sujet de la fédération impériale. L'honorable député a eu la bonté de citer les paroles du premier ministre prononcées au banquet du club Saint-George en Angleterre et de les comparer à des paroles qu'il prétend, sans doute avec sincérité, avoir été dites par le même à Toronto. Vous vous rappellerez, M. l'Orateur,—vu qu'on nous a lu ces paroles deux fois ce soir—ce qu'on rapporte que le très honorable monsieur a dit en Angleterre. La portée générale de ses déclarations, c'est que la population du Canada serait bien disposée à faire une alliance, qui serait effectivement offensive et défensive, avec l'Empire, et que lorsque l'Empire serait dans des difficultés, lorsque la mère-patrie se trouverait en présence d'un ennemi, la population du Canada serait prête, si la chose était nécessaire, de déboursor jusqu'à son dernier schilling et de donner jusqu'à son dernier homme pour la défense de l'Empire. L'honorable député a bien la bonté de dire que cela est complètement en opposition avec les sentiments que le premier ministre a exprimés à Toronto. Je veux en ce moment, afin que la chose soit consignée en même temps que la déclaration qui vient d'être faite, citer simplement les paroles prononcées à Toronto, de façon que l'honorable député puisse voir qu'elles sont presque absolument les mêmes que celles dites à Londres :

On a dit que j'étais en faveur d'une fédération avec l'empire. Je n'ai jamais fait pareille déclaration; je n'ai jamais entretenu une pareille opinion, et je crois que le Canada devrait conserver notre parlement canadien. Le Canada est le meilleur juge des meilleurs moyens à prendre pour se gouverner lui-même. Je crois qu'il n'y a qu'aux hommes d'État canadiens qu'on puisse confier le soin d'imposer des fardeaux à notre population, et qu'aucun parlement siégeant en Angleterre—si grand et si capable qu'il soit, même si le Canada y était représenté—ne peut fidèlement administrer nos affaires d'une façon satisfaisante. Le mot "confédération" veut dire une union par traité, et je crois qu'un traité peut être fait entre l'Angleterre et le Canada dont nous pourrions tirer des avantages réciproques et un système commun offensif et défensif. Les colonies australiennes vont bientôt être unies par un lieu semblable à celui de la Confédération canadienne, bien que, peut-être, il ne soit pas identique. Que verrons-nous alors? Nous verrons l'Angleterre avec ses trente-cinq millions d'habitants unie au Canada avec ses cinq millions, qui seront bientôt doublés, et avec l'Australie, qui a une population semblable. Le monde verra que si la vieille mère-patrie est attaquée elle aura deux nations auxiliaires derrière elle, tenues de faire cause commune avec elle. Nous savons que la nation qui commande la mer commande le monde. L'Angleterre est actuellement la principale puissance maritime du monde. Déjà le Canada a une marine commerciale qui est la quatrième du monde, et il faut que le vaste continent de l'Australie ait aussi une marine. Les forces navales combinées de ces trois puissances formeront la grande police du monde. Elles contrôleront les mers du globe, et si elles contrôlent les mers du globe, elles maintiendront la paix dans le monde. On a dit que nous courons de grands risques en entreprenant de faire cause commune avec l'Angleterre. Messieurs, si je connais bien la population du Canada, elle est disposée à courir ces risques; mais il n'y a en réalité aucun risque. Quand une nation étrangère apprendra que les trente-cinq millions des habitants de l'Angleterre et les vingt millions des différentes colonies, formant une seule grande nation, mettront toute leur puissance navale et militaire au service d'une cause commune, ce fait préviendra toute guerre avec l'Angleterre; et l'Angleterre exercera sur le monde une domination morale aussi accusée que celle de l'empire romain jadis.

M. l'Orateur, je pense qu'en présence de ces paroles, on peut laisser à la Chambre et au pays le soin de dire si la déclaration du premier ministre en Angleterre n'était pas exactement conforme avec ce qu'il a dit à Toronto et avec ce qu'il a dit, il y a environ dix ans, à Montréal, si ma mémoire me sert bien, dans une réunion publique, alors qu'il a pour la première fois énoncé le projet dont depuis, en deux ou trois occasions, il a parlé avec une merveilleuse consistance, pour exposer la nature de sa proposition, se servant en substance des mêmes paroles.

M. DAVIES: Je ne me propose pas de toucher à un grand nombre de questions qui ont été abordées ce soir. Je veux seulement dire un mot sur le sujet important dont le